Valeurs : une France entre Nord et Sud

La France apparaît sur le plan des valeurs comme un pays charnière entre l'Europe du Nord et celle du Sud. Tel est l'un des principaux enseignements des enquêtes internationales réalisées à intervalles réguliers depuis le début des années 80.

PIERRE BRÉCHON
Politologue, directeur de Sciences Po Grenoble, chercheur au Centre d'informatisation des données sociopolitiques (UMR Pacte/CIDSP). Il a notamment dirigé *Les Valeurs des Français*, Armand Colin, 2000, rééd. 2003.

Lorsqu'un individu réfléchit aux valeurs qui le font vivre, il découvre souvent que celles-ci sont composites et en tension : on veut tout et parfois même son contraire [1]. Vouloir identifier les valeurs des Français pourrait donc être une «mission impossible». L'exploitation des enquêtes comparatives, faites dans plusieurs pays avec le même questionnaire, montre pourtant qu'il existe des différences importantes dans les représentations, les croyances, les valeurs des différents peuples. Le mixte de valeurs des Français n'est pas identique au mixte des Allemands, des Anglais ou des Italiens, comme le montrent les enquêtes sur les valeurs des Européens (réalisées en 1981, 1990 et 1999). Les grands domaines de valeurs seront passés en revue pour identifier les grandes tendances et tenter quelques interprétations sur la France des valeurs, comparée aux autres pays européens [2].

Les religions ont été de grandes pourvoyeuses de valeurs et nos sociétés restent très marquées par celles que le christianisme leur a léguées. Les valeurs religieuses ou antireligieuses peuvent se révéler très explicatives de l'ensemble du système de valeurs, que ce soit au niveau individuel ou de tout un pays. La France est un pays de tradition catholique, mais c'est aujourd'hui avant tout l'un des pays les plus sécularisés de l'Union européenne. Plus que le rejet des religions, c'est en fait l'indifférence à leur égard qui domine en France. La perte d'emprise du système catholique dans l'ensemble de la culture et de la société y est particulièrement forte. Si on compare les données de l'enquête entre 1981, 1990 et 1999, on observe un effritement sur de nombreux indicateurs religieux et de petites augmentations sur quelques-uns d'entre eux, comme l'article d'Yves Lambert le précise *(voir p. 38)*. L'interprétation de ce double mouvement n'est pas aisée. Plutôt que d'y voir un réel retour du religieux qui s'amorcerait parmi les jeunes générations, il semble plus juste d'y voir une recomposition autour de croyances floues et incertaines, parfois même à la frontière du religieux et du psychologique.

Permissivité mais ordre social

La forte sécularisation contribue à expliquer les conceptions dominantes de la morale. Pour décider ce qui est bien et mal, seul un quart des Français disent se fier à de grands principes. Près des deux tiers (64%) estiment au contraire que le bien et le mal dépendent entièrement des circonstances. On est là en face d'une orientation qu'on retrouve dans toutes les sociétés individualisées : les grands principes, souvent définis par la tradition et les institutions, ne peuvent s'appliquer mécaniquement. Ils ne sont que des repères qu'il faut interpréter, il faut décider son agir en considérant l'ensemble de la situation.

La forte sécularisation de la société française explique aussi la progression de la permissivité et de la tolérance en matière de mœurs. Nous avons sélectionné *(voir le tableau, p. 28)* dans une longue question sur les conduites toujours ou jamais justifiées, donnant lieu à notation de 1 à 10 (1 pour des conduites jamais justifiées et 10 pour celles qui sont considérées comme toujours légitimes), les 5 pratiques les plus admises (notes moyennes entre 6,33 et 4,31) et les 5 les plus réprouvées (entre 2,13 et 1,35). Les conduites les plus admises relèvent toutes de la vie privée et de l'autonomie individuelle. La sexualité, la vie de couple, le pouvoir sur sa propre vie relèvent des choix individuels. La société n'a pas à les contrôler. Chacun choisit ses pratiques dans le dialogue avec les seules personnes concernées (conjoint, proches). Ce libéralisme des mœurs est en forte progression de 1981 à 1999. L'évolution la plus nette en la matière concerne l'homosexualité encore assez largement réprouvée en 1981 et largement légitimée depuis. La France fait aujourd'hui partie des pays européens les plus permissifs, elle est en la matière beaucoup plus proche des pays du Nord que du Sud.

Les conduites qui affectent au contraire l'ordre public sont fortement réprouvées, avec des écarts faibles entre jeunes et vieux. Et de 1981 à 1999, la tolérance a parfois légèrement progressé, parfois légèrement régressé. La tendance est donc claire : pour tout ce qui concerne l'ordre public, les Français ne se révèlent pas très tolérants, souhaitant même un renforcement des contrôles et de la répression, d'autant plus que les incivilités et la petite délinquance ont beaucoup progressé. On semble de plus en plus fonctionner sur l'axiome : fais ce que tu veux dans ta vie privée mais respecte l'ordre public.

Les Français apprécient les relations amicales : ils sont 50% à trouver les amis et les relations très importants dans leur vie, ce qui est un peu plus que la moyenne de l'Union européenne. On observe aussi que la confiance aux autres est très différente selon les pays européens, avec un fort clivage entre le nord et le sud de l'Europe. La confiance spontanée à autrui n'est que de 21% en France contre 64% en Suède et au Danemark, 59% aux Pays-Bas, 57% en Finlande. Dans ces pays, on se fait spontanément confiance alors qu'au sud de l'Europe, il faut se connaître pour faire confiance, il n'y a pas de confiance spontanée mais plutôt une méfiance spontanée. Contrairement aux clichés souvent véhiculés, la convivialité immédiate n'est pas développée au sud de l'Europe, on y aime surtout les solidarités familiales et communautaires. La France est là nettement un pays de l'Europe du Sud.

Ajoutons que la sociabilité associative n'y est pas très développée, contrairement à ce qu'affirment souvent des observateurs trop hexagonaux. Comparée aux pays de l'Europe du Nord, la France est relativement peu associative. Seulement 39% des Français sont membres d'au moins une association alors que c'est le cas de 96% des Suédois! Ne faisant pas spontanément confiance à autrui, les Français ne sont cependant pas parmi les Européens qui rejettent le plus les catégories de personnes considérées «à problèmes» ; ils sont juste un peu en dessous de la moyenne européenne. Mais, en France comme dans de nombreux pays européens, on semble aujourd'hui sensiblement plus sélectif à l'égard des voisins qu'en 1981, même si les jeunes le sont sensiblement moins que les plus âgés. Celui qui est en fait surtout rejeté, c'est le voisin susceptible de troubler l'ordre public (l'alcoolique, le drogué…). Les rejets de principe sont rares : 9% des Français disent ne pas souhaiter avoir des gens d'une autre race comme voisins, et 6% des Juifs. Par contre 40% ne voudraient pas de Gitans car ils sont souvent suspectés de déviance sociale et d'amener des nuisances pour le voisinage. Autrement dit, il existe surtout en France une xénophobie liée à des logiques utilitaires et pragmatiques. Le racisme de principe est peu fréquent. Les Français adhèrent fortement à l'idée d'une égale dignité de tous les humains, mais ils rejettent souvent l'étranger perçu comme source de dérangement et de problèmes dans la vie quotidienne. L'idée de préférence nationale à l'embauche (indicateur aussi d'une xénophobie utilitaire) est d'ailleurs assez développée : 53% des Français sont favorables à réserver les emplois aux nationaux, pourcentage qui se situe près de la moyenne européenne, avec des écarts très forts selon les pays (11% en Suède, 27% aux Pays-Bas, 33% au Danemark mais 60% en Italie, 62% au Portugal, 63% en Espagne, 72% en Irlande, 84% en Grèce).

Une famille individualisée

En France, comme partout en Europe et dans de nombreux autres pays dans le monde, la famille est pour les individus ce qu'il y a de plus important dans leur vie. Le grand objectif pour la plupart des gens, c'est de réussir leur vie de famille. Mais la conception de celle-ci a beaucoup évolué. C'est la famille conjugale, plus que la parenté, qui est l'objet d'attentes très fortes. Elle n'est plus considérée comme une institution intangible dans laquelle on entre au début de sa vie maritale pour n'en sortir qu'avec la mort des conjoints. Le divorce doit donc être très facile. Pour nos contemporains, la famille ne repose pas d'abord sur un contrat juridique mais sur les riches relations entre conjoints. Le plus important pour la réussite d'un couple, ce sont la communication et les échanges. La famille est donc un édifice qui se construit au fil des jours, à travers les relations des époux. Cet idéal exaltant explique probablement aussi la fragilité du lien familial, la fréquence des divorces et des recompositions familiales. D'autant que la domination de l'homme sur sa femme est évidemment un modèle rejeté. Les deux partenaires veulent tous deux partager les rôles professionnel et éducatif. Cette conception égalitariste est quasiment devenue consensuelle dans l'Union européenne, même si des nuances existent encore selon les pays (la France est proche de la moyenne, la Suède, le Danemark et l'Allemagne étant les pays les plus favorables à l'égal partage des rôles, la Grèce et l'Irlande étant les plus réservés).

Dans ce couple, les partenaires se veulent fidèles l'un à l'autre. La fidélité est même une valeur qui monte : 80% la trouvent importante pour le succès d'un mariage (contre 72% en 1981). Cette progression de la fidélité en France vient particulièrement des jeunes qui semblent plus attachés à cette valeur qu'il y a vingt ans. D'autre part, le mariage n'est considéré comme dépassé que par à peine plus d'un tiers (34%) des Français (c'est cependant le taux le plus élevé en Europe). Le mariage reste pour beaucoup une sorte de modèle idéal, une belle cérémonie qui permet de célébrer l'amour réciproque et la volonté de fidélité, dans la durée ■■■



Dans l'ensemble des valeurs, le mariage reste pour beaucoup, en France comme en Europe, une sorte de modèle idéal marquant l'amour réciproque et la volonté de fidélité.

Les Français ont trop tendance à croire en leur caractère exceptionnel. En fait, tous les pays sont à la fois uniques et pourtant façonnés par les mêmes grands débats de société qui ont agité l'Europe au cours des siècles.

d'un couple déjà établi. C'est aussi une manière de s'inscrire dans la continuité des générations passées.

Politique : la montée d'une culture protestataire

On n'observe pas de tendance à la dépolitisation des Français : 38 % déclaraient en 1981 ne jamais parler politique avec leurs amis, ils sont 35 % en 1999. Les Français se sentent d'ailleurs plus compétents qu'avant en matière politique, ils ont aussi des opinions plus nuancées et se font leur credo politique en utilisant de manière très libre les idées de droite et de gauche. Malgré la stabilité globale de la politisation, on peut avoir des inquiétudes pour l'avenir, puisque celle-ci est en baisse chez les jeunes, alors que leur fort niveau scolaire devrait favoriser un intérêt plus grand pour la politique. Cela dit, les Français n'ont jamais été fortement politisés. Un indice de politisation permet de voir que la France est sur cette dimension légèrement en dessous de la moyenne européenne : la politisation est la plus forte en Allemagne, en Autriche, au Danemark et aux Pays-Bas, la plus faible en Espagne et au Portugal.

La participation électorale est nettement en baisse chez les jeunes (jusqu'à 40 ans environ), alors qu'elle reste forte chez les personnes âgées (jusqu'à 75 ans environ). Les Français semblent moins aller voter par principe et par devoir, mais plutôt en fonction des enjeux qu'ils ressentent lors d'une élection. Le sens du vote bouge : à l'ère de l'individualisation, le citoyen tend à ne voter que s'il perçoit l'utilité de son acte, que s'il se trouve de bonnes raisons de le faire [4].

Si la participation électorale est plutôt en baisse, il n'en va pas de même pour d'autres formes de participation politique, notamment pour ce qu'on appelle la participation protestataire. On désigne ainsi toutes les formes d'action par lesquelles les individus revendiquent auprès des autorités, qu'il s'agisse de la simple signature d'une pétition, de la participation à un boycott de produit ou à une manifestation… L'évolution en vingt ans est importante : en 1981, la moitié de la population n'avait jamais accompli de tels actes, alors qu'aujourd'hui seuls 28 % sont dans ce cas. Se développent en fait essentiellement les pétitions et les manifestations, formes légales et légitimes d'action.

Contrairement à ce qu'on croit, on manifeste beaucoup plus qu'autrefois en France. On est socialisé à la manifestation dès sa jeunesse, les actions protestataires concernent désormais presque autant les personnes de droite que de gauche, et touchent beaucoup plus les cadres et professions intermédiaires que les ouvriers et employés. Nos contemporains ne se mobilisent pas souvent pour la chose politique, ils préfèrent laisser agir leurs élites pour mieux les critiquer ensuite. Lorsqu'ils le jugent utile et important, pour un temps limité, pour une action ponctuelle, ils semblent de plus en plus prêts à défendre directement leurs options sur la scène sociale et à faire pression sur les autorités. En Europe, cette culture protestataire progresse partout (à l'exception du Portugal). La France fait partie des pays qui utilisent le plus ce type de pratiques politiques (avec la Suède, la Belgique, le Danemark et les Pays-Bas) *(voir l'article d'Isabelle Sommier p. 88)*.

Si l'on assiste à une montée d'une culture protestataire, souvent associée à des aspirations à une démocratie plus participative, on observe aussi des fragilités dans les valeurs démocratiques. Ainsi, un tiers des Français trouvent très ou assez bon un système politique conduit par « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections ». 44 % senient très ou assez satisfaits avec un système dans lequel les experts décideraient ce qui est le mieux pour le pays. Bien sûr, un gouvernement de l'armée rencontre très peu d'adeptes (4 %), et finalement 83 % trouvent quand même que la démocratie est un très bon ou assez bon système. Mais on a le sentiment qu'une partie assez importante des Français pourrait, dans une situation difficile, se laisser séduire par des formules de gouvernement plus ou moins autoritaires. D'autant plus que la montée du pessimisme sur la société, la perte de crédibilité de l'institution parlementaire et la montée de l'extrême droite fragilisent aussi la démocratie.

On peut construire un indice mesurant le degré d'antidémocratisme des individus : un quart des Français manifestent une attirance pour au moins deux formes politiques non démocratiques. La tentation antidémocratique semble d'autant plus forte qu'un individu est en marge de la société ou en situation précaire. Les antidémocrates apparaissent aussi beaucoup moins politisés, plus xénophobes, supportent moins le voisinage des marginaux, adhèrent peu à des associations et se méfient plus des autres que la moyenne des Français. Autrement dit, une culture d'ouverture au monde et à la différence va de pair avec une culture démocratique, alors que l'antidémocratisme s'appuie sur une culture du repli sur l'Hexagone et l'orgueil national. L'indice d'antidémocratisme est le plus élevé en France, en Belgique et au Portugal, alors qu'il est minimal au Danemark et en Grèce.

Dans les différents domaines, on voit se développer des valeurs d'individualisation : chacun veut décider des orientations de sa vie et cherche son épanouissement à travers les multiples formes de relations sociales. Cette montée de l'individualisation se constate dans tous les pays européens, mais les différences nationales restent fortes. La mondialisation n'a pas d'effet niveleur immédiat et même la construction européenne ne produit pas un rapprochement rapide des cultures. L'individualisation est particulièrement forte dans les pays les plus riches, les plus sécularisés et ceux de matrice culturelle protestante.

Le mythe de l'exception française

Essayons de caractériser les spécificités françaises, plutôt que son « exception ». Les Français ont trop tendance à croire en leur caractère exceptionnel. En fait, tous les pays sont à la fois uniques et pourtant façonnés par les mêmes grands débats de société qui ont agité l'Europe au cours des siècles.

Chaque pays a évolué sous l'influence des autres, dans le contexte notamment de puissantes religions qui façonnaient l'ordre social et orientaient fortement la culture. Mais évidemment, les facteurs religieux se sont mêlés à d'autres pour produire dans chaque pays une culture originale. Il n'y a pas d'exception française mais il existe une dynamique culturelle propre à chaque pays européen. La dynamique française résulte de ses emprunts à différentes traditions, son originalité est d'être à la fois un pays de vieille tradition catholique et de vieille tradition laïque. De cette histoire découlent beaucoup de clés pour rendre compte des valeurs des Français. Parce qu'elle est un pays de vieille tradition catholique, un pays de l'Europe du Sud, la France se caractérise par une valorisation forte des liaisons sociales que l'on peut observer aussi bien dans la culture bureaucratique (les administrations centrales fonctionnent avec le même sens de la hiérarchie que la structure catholique !) ou le management des organisations (la décentralisation et la réforme par le bas n'y sont pas facilement pratiquées) que dans le système politique (la monarchie républicaine) ou même les relations sociales quotidiennes. Du fait de la matrice catholique de la culture, la France est aussi un pays où l'on attend beaucoup de l'État central : c'est lui qui doit résoudre les problèmes, on s'en remet facilement à ses décisions quitte à les critiquer sévèrement. La France n'a jamais beaucoup valorisé les corps intermédiaires. De plus, elle est un pays où la politisation est plutôt faible, la participation électorale, partisane et syndicale restreinte, la confiance en autrui très limitée, le pessimisme sociétal souvent plus fort qu'ailleurs, de même que la participation protestataire, et l'incivisme traditionnellement développé. Tous ces traits sont à nouveau plutôt caractéristiques de l'Europe du Sud.

La culture française n'est pas seulement le produit d'une matrice catholique. La contestation du catholicisme a été très forte et a donné naissance à un contremodèle laïque de valeurs sociales. L'homme éclairé et raisonnable, libéré de l'emprise des dieux et de la religion catholique doit être solidaire de ses frères et respectueux d'autrui. Cette affirmation d'un humanisme laïque a accéléré la perte d'emprise du catholicisme sur la société. Ce processus de sécularisation est à la base de l'individualisation des valeurs. Comme on l'a vu, la France est aujourd'hui un des pays les plus sécularisés d'Europe (avec les Pays-Bas, la Suède, l'Angleterre) et aussi l'un des pays où l'attachement aux libertés privées est le plus fort. Du côté de la valorisation des libertés individuelles, la France est plus proche des pays de matrice protestante du nord de l'Europe.

La France est donc par certains aspects un pays de l'Europe du Nord et par d'autres un pays du Sud. Évidemment, comme tous les pays, la France est composite et hétérogène. Ainsi, selon les régions, la culture peut beaucoup varier, entre par exemple la région parisienne, à la pointe du libéralisme des mœurs, la riche Alsace, très fière de ses traditions régionales mais aussi très française, ou la Corse, beaucoup plus pauvre, dont le peuple est souvent critique à l'égard de l'État. On trouve aussi des sous-cultures qui correspondent aux différents groupes sociaux. Et à l'intérieur du même groupe apparaissent encore des différences fortes. Il y a par exemple plusieurs formes de cultures catholiques, plusieurs tendances à l'intérieur de la même région. Ce qui rend difficiles les prévisions pour le futur. Nos vieilles cultures sont travaillées par les acteurs sociaux. Même si les traditions culturelles expliquent en partie les valeurs actuelles d'un pays, celles-ci ne sont pas immuables : elles se transforment dans le jeu complexe des acteurs qui animent en permanence les grands débats d'opinion. ■

Une société plus permissive

	France Score moyen	Score 18-29 ans	Score 60 ans et +	Écart 1999-1981	Score moyen de l'ex-Europe des Quinze
Le divorce	6.33	6.54	5.46	+ 1.13	5.86
L'euthanasie	6.17	5.98	5.74	+ 1.65	4.87
L'avortement	5.66	5.92	4.63	+ 0.90	4.73
L'homosexualité	5.26	6.19	3.91	+ 2.23	5.32
Le suicide	4.31	4.36	3.72	+ 0.97	3.05
Prendre de la drogue, marijuana ou haschich	2.13	2.77	1.40	+ 0.40	2.23
Conduire après avoir bu de l'alcool	1.87	2.14	1.57	—	1.54
Jeter des ordures dans un lieu public	1.60	1.87	1.40	—	1.9

Ces données, tirées des enquêtes EVS de 1981 et 1999, ont été obtenues en demandant à chaque enquêté de noter de 1 à 10 des actes selon qu'il les trouve jamais justifiés (note 1) ou toujours justifiés (note 10). Pour la France, le tableau présente les notes moyennes pour l'ensemble de la population, puis pour les 18-29 ans et les 60 ans et plus ; il montre ensuite l'écart entre la note moyenne de 1999 et celle de 1981. La dernière colonne à droite correspond à la moyenne de l'ex-Europe des Quinze. Notons que seuls 8 des 10 items sont donnés ici.

Enquête européenne sur les valeurs, mode d'emploi

La European Values Survey (EVS) cherche à mesurer tous les neuf ans (1981, 1990 et 1999) les valeurs les plus caractéristiques des sociétés européennes. Ce programme international de recherche essaie de répondre à plusieurs questions : peut-on identifier les principales valeurs qui fondent la culture des différents pays ? Ces valeurs forment-elles un système ? Dans un monde où les échanges sont de plus en plus nombreux, assiste-t-on à un rapprochement des cultures ou chaque pays évolue-t-il en fonction d'une dynamique spécifique ? Les données sont recueillies au moyen d'enquêtes par sondage auprès d'échantillons nationaux représentatifs (au moins 1 000 *interviews* par pays). Le questionnaire de l'enquête dure environ une heure. En 1999, 34 pays ont été enquêtés en Europe (tous les pays de l'Union européenne à 25 y figurent sauf Chypre). L'enquête a été reprise, avec un questionnaire très semblable, dans d'autres parties du monde. On parle alors de la World Values Survey. En France, ce programme est mis en œuvre par un groupe de chercheurs réunis dans l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (Arval).

Il est très difficile de repérer et mesurer les valeurs des individus. Une valeur, c'est ce qui guide l'action, c'est une orientation profonde. On ne peut connaître le système de valeurs d'un individu qu'en l'interrogeant sur de multiples sujets (les valeurs familiales, le sens du travail, la conception des relations avec autrui, les valeurs économiques, politiques et religieuses). A partir d'une série de mesures sur des opinions et des jugements particuliers, on peut vérifier qu'il existe des liens statistiques forts entre différents indicateurs et créer une mesure synthétique, pour appréhender une attitude, une valeur sous-jacente à ces opinions et jugements ponctuels. On peut par exemple mesurer la valorisation de la politique à partir de plusieurs indicateurs fortement liés entre eux (parler politique avec ses amis, s'intéresser à la politique…). Cette démarche consistant à multiplier les indicateurs pour mesurer les valeurs sous-jacentes explique la longueur du questionnaire. Environ 70 % du questionnaire est repris à l'identique d'une vague à l'autre pour permettre une bonne mesure des évolutions. ■ P.B.

Notes

[1] Le présent article reprend des éléments de la postface « La France dans l'Europe » de l'ouvrage *Les Valeurs des Français* (sous la direction de F. Bréchon, Armand Colin, 2e éd. 2003).
[2] F. Bréchon (dir.), *Les Valeurs des Français*, ibid ; O. Galland et B. Roudet (dir.), *Les Valeurs des jeunes. Tendances en France depuis vingt ans*, L'Harmattan, 2001.
[3] F. Bréchon et J.-F. Tchernia (dir.), « Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme », *Futuribles*, numéro spécial, n° 277, juillet août 2002.
[4] F. Bréchon, *La France aux urnes. Soixante ans d'histoire électorale*, La Documentation française, 4e éd. 2003 ; F. Héran, « Voter toujours, parfois… ou jamais », in B. Cautrès et N. Mayer (dir.), *Le Nouveau Désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Presses de Sciences Po, 2004.